

Convention collective départementale

IDCC : 1159. – **MÉTALLURGIE**
(Nièvre)

(10 décembre 1981)

(Etendue par arrêté du 26 mai 1982,
Journal officiel du 20 juin 1982)

ACCORD DU 11 MAI 2012

RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2012

NOR : ASET1250875M

IDCC : 1159

Entre :

L'UIMM de la Nièvre,

D'une part, et

La CGT ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunérations effectives annuelles garanties

Dispositions générales

Date d'application :

Les REAG figurant dans le tableau ci-après sont applicables à compter du 1^{er} juin 2012.

Définition et modalités d'application :

Les rémunérations effectives annuelles garanties sont applicables à l'ensemble des salariés visés à l'accord national du 21 juillet 1975 sur les classifications.

Elles constituent le salaire brut annuel au-dessous duquel les salariés ne peuvent être rémunérés, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes âgés de moins de 18 ans (art. 18 des dispositions générales de la présente convention collective). En aucun cas ces valeurs annuelles ne pourront servir de base pour le calcul de la prime d'ancienneté.

Les valeurs des tableaux figurant en annexe sont établies pour un horaire de travail effectif correspondant à la durée légale applicable à l'entreprise. Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié et supporteront donc, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

Ces valeurs annuelles seront applicables *pro rata temporis* en cas d'embauche ou de départ du salarié en cours d'année, ou en cas de survenance pour le salarié, pendant l'année, d'une suspension du contrat de travail ou d'un changement de classification ou de catégorie.

Assiette et date de comparaison :

Pour la comparaison des sommes réellement perçues par les salariés avec les présents barèmes, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts des salaires.

A l'exception :

- des primes d'ancienneté ;
- des sommes ayant le caractère de remboursements de frais ;
- de l'indemnité de panier de nuit prévue par la présente convention collective ;
- des sommes perçues dans le cadre des dispositions légales d'intéressement et de participation, et
- des sommes versées à titre de régularisation au titre des REAG de l'année précédente.

Cette comparaison est effectuée dans le courant du mois de janvier suivant l'année considérée.

Entreprises soumises à une durée légale du travail de 35 heures (base 151,67 heures)

Ces valeurs annuelles de REAG base 151,67 heures sont établies pour la durée annuelle correspondant à un horaire de travail hebdomadaire de 35 heures.

Elles sont à adapter à l'horaire de l'entreprise ou à celui du salarié. Elles supporteront, le cas échéant, les majorations pour heures supplémentaires.

**Barème des rémunérations effectives annuelles garanties, base 151,67 heures
à compter du 1^{er} juin 2012**

(Horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures)

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	OUVRIERS	ADMINISTRATIFS, techniciens et agents de maîtrise	AGENTS de maîtrise d'atelier
I	1	140	16 780	16 780	
	2	145	16 700	16 780	
	3	155	16 969	16 969	
II	1	170	17 150	17 150	
	2	180		17 163	
	3	190	17 420	17 420	
III	1	215	17 800	17 800	17 800
	2	225		18 200	
	3	240	19 000	19 000	19 000
IV	1	255	19 870	19 870	19 870
	2	270	20 850	20 850	
	3	285	22 000	22 000	22 000
V	1	305		23 500	23 500
	2	335		25 420	25 420
	3	365		27 492	27 492
		395		29 500	29 500

Article 2

Rémunérations minimales hiérarchiques

Dispositions générales

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent de base au calcul de la prime d'ancienneté.

Elles sont déterminées à partir d'une valeur de point.

A compter de la paie de juin 2012, la valeur du point durée légale 35 heures (base 151,67 heures) est de 4,35 €.

En conséquence, des barèmes distincts de rémunérations minimales hiérarchiques sont établis en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise. Le barème de rémunérations minimales hiérarchiques est établi en fonction de la durée légale du travail applicable à l'entreprise et comprend les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

Il incombe donc à chaque entreprise d'adapter le barème qui lui est applicable en fonction de l'horaire de travail effectif de ses salariés.

Par application de l'accord national du 30 janvier 1980, les rémunérations minimales hiérarchiques sont majorées de :

- 5 % pour les ouvriers ;
- 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier.

Article 3

Prime de panier de nuit

Les parties décident de passer la valeur de la prime de panier de nuit (prévue à l'article 18 [II] de la présente convention) de 6,50 € à 6,70 € à compter du 1^{er} juin 2012.

Article 4

Formalités de dépôt

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et sera déposé dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du code du travail.

Il fera l'objet d'une demande d'extension formée dans les meilleurs délais par l'union des industries et métiers de la métallurgie de la Nièvre.

Fait à Nevers, le 11 mai 2012.

(Suivent les signatures.)